



Note d'information

Évaluation juridique pour la mise en place et l'opérationnalisation d'un système national de suivi des forêts

Résumé

Les pays ont fait des progrès substantiels dans la mise au point et l'opérationnalisation de leurs systèmes nationaux de suivi des forêts (SNSF), pour respecter le cadre de mesure, notification et vérification (MNV) en ligne avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que pour fournir de meilleures données sur les forêts pour appuyer efficacement la prise de décisions et les politiques nationales. Les efforts de mise au point des SNSF ont été fondamentaux pour accroître la transparence, et les leçons apprises seront utiles pour mettre en œuvre le cadre de transparence renforcé (CTR) au titre de l'Accord de Paris. Ils ont aussi déployé des efforts pour institutionnaliser leurs SNSF, afin de renforcer l'appropriation nationale, qui est essentielle à leur durabilité, et d'ouvrir la voie à une utilisation plus rationnelle des données sur les forêts, au partage de données et à la transparence. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis au point un outil d'évaluation du SNSF pour faciliter l'identification des besoins et des lacunes afin d'établir ou de renforcer le SNSF d'un pays sur la base de trois thèmes complémentaires (FAO, 2020):

- » dispositifs institutionnels,
- » mesure et estimation, et
- » rapport et vérification.

Afin d'appuyer le progrès des pays en développement vers un environnement institutionnel plus solide, la FAO a adopté une approche progressive pour orienter la mise au point et l'adoption d'un instrument juridique visant à institutionnaliser un SNSF (FAO, 2021). En outre, une matrice d'évaluation juridique du SNSF pour aider les pays à évaluer et identifier les aspects pertinents pouvant être inclus dans l'instrument juridique du SNSF a été mise au point.



Contexte

La gestion durable des forêts requiert des dispositifs juridiquement contraignants associés à des ressources financières pour le personnel et la collecte de données, s'appuyant sur des structures solides pour garantir l'application des mesures légales au-delà de la durée d'un simple cycle politique. De ce point de vue, des institutions liées aux forêts avec des mandats clairs peuvent faciliter la garantie de la durabilité d'un SNSF, accroître la transparence des données sur les forêts et l'accès aux ressources financières, y compris les paiements fondés sur les résultats REDD+, et informer de manière adaptée les processus de prise de décisions pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts.

Selon les directives volontaires sur le suivi national des forêts (FAO, 2017), une structure à long terme mise en œuvre à travers une institution permanente est fondamentale pour institutionnaliser un SNSF. Des efforts doivent être déployés pour s'appuyer sur les institutions et les capacités nationales existantes, sans perdre de vue qu'un financement adapté à long terme et sûr est nécessaire. Pour y parvenir, définir une base juridique peut contribuer à la durabilité d'un SNSF.



Pourquoi des dispositifs juridiques et institutionnels sont-ils nécessaires?

L'institutionnalisation d'un SNSF contribue à accroître l'appropriation nationale, essentielle à la durabilité, et ouvre la voie à une utilisation plus rationnelle et à long terme de l'information générée dans le secteur forestier.

Un SNSF solide et institutionnalisé peut contribuer à garantir que:

- » Le suivi national des forêts est considéré comme une responsabilité gouvernementale fondamentale, et génère ainsi une appropriation;
- » Des données et de l'information transparentes et fiables sont recueillies, gérées, disponibles en permanence et analysées dans le temps de manière cohérente;
- » Les données sont stockées dans un système d'archive physique et numérique sûr afin d'être en permanence disponibles pour les utilisateurs;
- » Les professionnels nationaux sont fidélisés, ce qui constitue une condition préalable pour le développement et l'amélioration futurs du système;
- » Le gouvernement sait vers qui se tourner lorsqu'une analyse d'information relative aux forêts spécifique est nécessaire;
- » Les flux d'information entre les entités compétentes est plus clair et fondé sur le partage de données et des protocoles de notification;
- » L'expertise et l'expérience développées sont conservées pour créer la mémoire institutionnelle nécessaire; et
- » Une structure de gouvernance claire est adoptée, définissant les rôles des différentes entités impliquées dans le SNSF et les systèmes d'information connexes.

En quoi consiste la matrice d'évaluation juridique?

La matrice d'évaluation juridique du SNSF peut faciliter l'identification de dispositions et lacunes juridiques liées à l'accès à l'information sur les forêts, en évaluant la législation indiquant le type d'information, de sources, de modalités et de récepteurs/utilisateurs des données sur les forêts produites par les institutions nationales.

Ces tâches peuvent être réalisées par les équipes juridiques de l'institution forestière, en collaboration avec la FAO, en l'absence de ressources disponibles pour recruter un consultant juridique. Cela ne remplace pas une analyse juridique en profondeur sur la question.

En 2020, la matrice ci-dessous a d'abord été mise au point pour aider l'Institut national de la conservation des forêts (ICF: Instituto Nacional de Conservación y Desarrollo Forestal) du Honduras à mener une analyse des lacunes juridiques et mettre au point un protocole de partage des données.

Quels sont les avantages pour un pays?

La FAO cherche à renforcer les capacités nationales de suivi des forêts à travers la consolidation des dispositifs juridiques et institutionnels du SNSF au niveau national, fondée sur une claire division des rôles et des responsabilités entre institutions liées au suivi des forêts et à l'utilisation des terres.

L'analyse juridique en profondeur (tableau 1) et la matrice d'évaluation du SNSF (tableau 2) appuient la mise au point d'un instrument juridique du SNSF.

Elles contribuent à la compréhension des décisions devant être prises au niveau institutionnel pour opérationnaliser un SNSF, comme la définition des rôles et des fonctions des différentes entités impliquées dans la collecte de données sur les forêts, la clarification des conditions de partage des données, ou l'établissement de dispositifs juridiques nécessaires pour renforcer la coordination institutionnelle.

Quelles sont les étapes de l'adoption d'un instrument juridique du SNSF?

L'approche progressive se fonde sur:

- » une analyse systématique des lacunes du cadre juridique;
- » la mise au point de recommandations détaillées au gouvernement, soulignant les faiblesses et les contraintes; et
- » une contribution à l'élaboration de nouvelles lois et réglementations.

Le tableau ci-dessous résume l'approche progressive de mise au point d'une analyse juridique en profondeur et d'élaboration d'un instrument juridique du SNSF qui appuiera la réglementation du SNSF (FAO, 2021):

Tableau 1 Approche progressive pour mettre au point une analyse juridique en profondeur

Examen juridique	Évaluation des lacunes	Législation
1. Analyse juridique des cadres juridiques relatifs aux forêts et connexes, centrée sur les aspects du SNSF, y compris les engagements internationaux de notification, et la réglementation existante concernant l'utilisation des données sur les forêts.	3. Définir les articles à intégrer dans un décret, dispositif ou loi, nécessaires pour combler les lacunes et recommander des changements législatifs.	5. D'après les résultats du rapport juridique validé, élaborer l'instrument juridique du SNSF.
2. Entretien avec les parties prenantes principales des différentes institutions impliquées dans les activités du SNSF, pour mieux comprendre les défis et les lacunes connexes qui apparaîtront dans le rapport juridique final.	4. Identifier l'instrument juridique le plus adapté pour introduire les normes et procédures pour l'opération des aspects du SNSF, en coordination avec les institutions pertinentes.	6. Partager l'instrument juridique préliminaire ou la proposition de changement législatif avec les parties prenantes pertinentes pour intégrer leurs visions à la version finale.
		7. Canaliser la version finale de l'instrument juridique du SNSF auprès de l'entité nationale adaptée pour son adoption.

Tableau 2 Matrice d'évaluation juridique du SNSF

Aspects pertinents réglementés par la loi liés aux questions d'accès à l'information et de partage de données	Accès des utilisateurs à l'information générée par les institutions publiques	Conditions et exigences de partage de données (non confidentielles) entre institutions publiques (en interne ou entre différentes institutions)	Conditions et exigences de partage de données (confidentielles) entre institutions publiques, qu'il peut être nécessaire d'ajouter	Flux d'information entre les institutions qui génèrent l'information environnementale/ forestière avec identification des rôles et des responsabilités	Définition des conditions, des modalités et des exigences d'accès des utilisateurs à l'information environnementale/ forestière
Instruments juridiques contenant des dispositions liées aux questions du partage de données et de l'accès à l'information					
Constitution	Chaque case peut être remplie en incluant des dispositions ou des articles réglementant chaque aspect indiqué dans la colonne; si aucune législation n'est disponible, une lacune est détectée.				
Loi sur l'accès à l'information					
Loi relative aux forêts					
Autres					
Observations					

Conclusion

Renforcer les capacités humaines et techniques, tout en créant les conditions de la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'options pour améliorer l'action pour le climat dans le secteur forestier exigera la mise en place de dispositifs institutionnels pour la collecte l'analyse et la notification des données relatives aux forêts.

Pour cela, l'expertise juridique peut jouer un rôle précieux d'orientation de la conception d'un SNSF et d'assurance de sa durabilité. Ceci garantira l'inscription des éléments institutionnels et juridiques dans la conception du SNSF, contribuant à la mise au point des instruments juridiques pour son établissement et sa mise en œuvre.

Références

- Cóndor, R. & Felicani, F. 2020.** *Strengthening the legal basis for sustainable national forest monitoring systems*. Rome, programme UN-REDD. <https://www.un-redd.org/post/strengthening-the-legal-basis-for-sustainable-national-forest-monitoring-systems>
- FAO. 2017.** *Directives volontaires sur le suivi national des forêts*. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/3/a-i6767e.pdf>
- FAO. 2020.** *Outil d'évaluation du système national de suivi des forêts: Guide rapide*. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/3/cb0988en/CB0988EN.pdf>
- FAO. 2021.** *Institutionnalisation des données sur les forêts Établir des cadres juridiques pour le suivi durable des forêts dans les pays REDD+*. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. <http://www.fao.org/3/CB3525fr/CB3525fr.pdf>



fem FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence [CC BY NC SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/)

Cette note d'information a été préparée par Francesca Felicani Robles, Agent en charge de forêts, Division des Forêts de la FAO.

Pour en savoir plus, veuillez contacter: CBIT-Forest@fao.org

Cette note d'information a été conçue dans le cadre du projet «Renforcer les capacités mondiales pour accroître la transparence dans le secteur forestier (CBIT-Forest)» financé par le fonds fiduciaire Initiative de renforcement des capacités en matière de transparence (CBIT) du Fonds pour l'environnement mondial.